

Statement

Discours

Department of
External
Affairs



Ministère des
Affaires
extérieures

89/16

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

ALLOCUTION DU

TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

AU DÉJEUNER DONNÉ PAR LE CLUB KIWANIS À L'OCCASION DE

LA CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION DE L'ARMÉE DU SALUT

OTTAWA

Le 26 avril 1989

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

Synopsis

- Les Canadiens savent qu'il leur faut suivre les évolutions majeures qui se produisent autour d'eux et en tirer parti, en gérant le changement au lieu de le subir.
- Le Canada s'est incontestablement acquis la réputation d'un pays qui use de son influence pour favoriser l'avènement d'un monde plus sûr, plus humain et plus prospère.
- Le présent gouvernement a déjà réalisé plusieurs grands objectifs sur la scène internationale - il a négocié avec les États-Unis l'Accord de libre-échange, qui nous permettra de renforcer notre capacité globale d'affronter la concurrence; il a contribué fortement à ce que le Commonwealth prenne la tête du combat contre l'apartheid, et il a été l'un des premiers partisans d'une action internationale d'urgence pour la sauvegarde de la biosphère.
- Parmi les défis qui se posent à nous, citons les faits suivants :
 - L'économie mondiale connaît des transformations spectaculaires. La région Asie-Pacifique y tiendra bientôt une place centrale, tandis que les pays de la Communauté européenne se préparent à former un marché intégré en 1992 et qu'il se crée un nouveau climat de compétition où la technologie, la spécialisation et la mobilité des capitaux jouent un rôle majeur.
 - Les relations Est-Ouest sont au seuil d'une nouvelle ère de coopération et de confiance croissantes.
 - Des menaces de plus en plus graves pèsent sur la sécurité mondiale, notamment la pauvreté, le niveau inquiétant de l'endettement - dangereux pour la stabilité sociale et politique - et la détérioration de l'environnement.
- Que peut faire le Canada pour relever ces défis?
 - Sur le plan économique, nous mettons en place une stratégie qui permettra au Canada d'affronter la concurrence sur le marché mondial des années quatre-vingt-dix. Nous consoliderons les liens qui nous unissent aux États-Unis. Nous établirons avec le Japon, l'Europe de l'Ouest et les nouveaux pays industriels, en particulier ceux de l'Asie, des relations économiques durables et saines qu'équilibreront les échanges interculturels et le dialogue à tous les niveaux.

- Pour ce qui est de la sécurité, nous exploiterons les nouvelles possibilités offertes par l'amélioration des relations Est-Ouest. Nous souhaitons coopérer avec l'Union soviétique dans les domaines de l'Arctique et de l'environnement, et plus généralement en vue du renforcement de la paix mondiale. Le Premier ministre se rendra cette année en Union soviétique, ce qui contribuera notablement à faire progresser nos relations avec l'Est.

- Entre autres initiatives visant à renforcer la sécurité, le Canada maintiendra, en lui affectant des fonds appropriés, un programme d'aide au développement spécialement orienté vers les plus démunis. En sa qualité de membre du Conseil de sécurité, il usera de son influence et de ses ressources pour contribuer au règlement des conflits régionaux en Asie et en Afrique. Il continuera à encourager la communauté internationale à maintenir les pressions exercées sur l'Afrique du Sud pour l'amener à renoncer à l'apartheid, ainsi qu'à offrir son aide aux victimes de ce régime.

- En tout cela, nous aurons pour règles de conduite le pragmatisme, le réalisme et l'effort quotidien, et non pas la recherche de gestes spectaculaires.

Mesdames et Messieurs,

J'éprouve un réel plaisir à me trouver parmi vous. L'Armée du salut, par son inspiration et le dévouement de ceux qui servent dans ses rangs, s'est sans conteste acquis une place de premier plan parmi les institutions canadiennes. Ceux qui l'ont implantée dans notre pays éprouveraient certainement beaucoup de fierté à constater que l'organisation qu'ils ont fondée il y a 104 ans continue à jouer un tel rôle auprès des déshérités et de tous ceux que le courage abandonne. Je souhaite à votre campagne de remporter le plus vif succès.

J'aimerais aujourd'hui vous entretenir de la place qu'occupe le Canada dans la communauté des nations - dans le monde qui l'entoure. J'évoquerai en particulier certains des changements majeurs qui se produisent autour de nous et la manière dont nous y ferons face.

Par tradition, les Canadiens sont tournés vers l'extérieur. La société canadienne puise ses valeurs - sa conception de ce qu'est un bon citoyen - dans un patrimoine national intégrant des apports des quatre coins du globe. L'économie canadienne est parmi les plus ouvertes au monde. Un bon citoyen canadien est un bon citoyen du monde, parce qu'il le veut et parce qu'il le doit.

Les Canadiens sont aussi tournés vers l'avenir. Ils comprennent que le monde autour d'eux évolue, et qu'il évolue rapidement. Ils savent qu'il leur faut suivre cette évolution et en tirer parti. Tout ce qui leur tient à coeur - leur liberté et leur sécurité, leur compétitivité économique, leur humanité et leur environnement - repose sur leur capacité de gérer le changement au lieu de le subir.

Telle est l'image que nous avons de nous-mêmes, et que le reste du monde a de notre nation. Le Canada s'est durablement acquis à l'étranger tout le respect dû à un pays à la fois influent et pragmatique, qui use de son influence pour édifier un monde plus sûr, plus humain et plus prospère.

Nous pouvons faire état de réalisations notables. Au cours de son premier mandat, le présent gouvernement s'était fixé plusieurs objectifs d'importance sur la scène internationale. Il s'agissait tout d'abord d'assurer la compétitivité à long terme du Canada sur les marchés mondiaux. Il nous fallait être certains d'avoir accès aux capitaux et aux techniques nécessaires pour rester une société prospère. L'Accord de libre-échange témoigne de notre succès en ce domaine. Sa conclusion, qui est l'aboutissement d'efforts considérables, fera date. Il ne nous garantit pas seulement un accès élargi au marché américain, mais il nous permettra de renforcer notre compétitivité globale.

L'Accord de libre-échange s'inscrivait par ailleurs dans une stratégie plus vaste d'ouverture des marchés mondiaux. Au cours des quatre dernières années, le Canada a été à l'avant-garde des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, d'importance cruciale. Il a d'autre part mené une active stratégie de promotion du commerce, particulièrement sur les marchés en plein essor de la région Asie-Pacifique et de l'Europe.

En second lieu, le gouvernement devait redorer le blason du Canada en tant qu'allié et intervenant effectif dans les grandes questions internationales. Nous avons mis à profit notre présence dans les forums où se définissent les relations Est-Ouest et le contrôle des armements pour favoriser l'avènement d'un monde où les armes seraient plus rares et la confiance plus grande. Nous avons redonné de la vigueur à des relations bilatérales essentielles, notamment avec les États-Unis, la France et nos autres partenaires du monde développé.

Sur le plan multilatéral, le Canada a joué un rôle majeur lorsqu'il s'est agi de donner de l'élan à la Francophonie et de faire prendre au Commonwealth l'avant-garde du combat contre l'apartheid. Aux heures sombres, notre appui n'a jamais fait défaut à l'ONU et à ses institutions spécialisées, et nous nous sommes efforcés de faire adopter les réformes nécessaires alors que d'autres marquaient leur mécontentement en s'en allant. Nous avons pris part à de nouvelles opérations de maintien de la paix, en Afghanistan et sur la frontière Iran-Iraq. Nous avons renforcé la souveraineté canadienne dans l'Arctique et fait progresser la cause d'une pacifique coopération circumpolaire. Enfin, le Canada a été l'un des premiers partisans d'une action internationale d'urgence pour la sauvegarde de la biosphère, en vertu de notions telles que celle de développement durable.

En abordant tous ces aspects de notre politique étrangère, nous avons eu à coeur d'obtenir la participation du public. Nous souhaitions que les Canadiens nous disent quels étaient, selon eux, les défis réels se posant à notre pays et comment nous pouvions les relever. C'est ce qu'ils ont fait à l'occasion des déplacements d'un comité parlementaire spécial qui a sillonné le pays durant un an, recevant des mémoires par centaines.

Les Canadiens nous ont alors fait savoir qu'ils étaient en faveur d'une politique étrangère active, ouverte et humanitaire. Nous avons depuis continué à faire appel à leur contribution, à les consulter sur le commerce et les

droits de la personne, à oeuvrer avec eux dans le domaine de l'aide au développement, à appuyer notre politique sur leur compréhension et leur support. J'ai bien l'intention de continuer sur cette lancée, étant convaincu que c'est la meilleure manière d'assurer que notre politique étrangère reste conforme aux valeurs et aux intérêts des Canadiens.

Si vous pensez que tout cela tient de la folie, laissez-moi vous dire que tel a bien été le cas par moments. Aussi grand qu'ait été leur succès, je ne suis pas certain que nous soyons prêts, dans un avenir proche, à accueillir de nouveau en neuf mois trois sommets de première importance!

Cependant, le monde ne nous permettra pas de nous reposer sur nos lauriers, même si nous y étions enclins. Des changements fondamentaux se produisent autour de nous et nous devons agir en conséquence, non seulement en y faisant face, mais en les devançant.

Le tableau économique se transforme de manière spectaculaire. La région Asie-Pacifique, en plein essor, occupera bientôt le centre de la scène économique mondiale, le Japon devenant une superpuissance financière aussi bien que commerciale, et les nouvelles économies industrielles - celles de la Corée, de Taïwan et de Hong-kong, notamment - ne cessant de se renforcer. De l'autre côté de l'Atlantique, les pays de la Communauté européenne se préparent à former en 1992 un grand marché unique de 320 millions de consommateurs. C'est ainsi que se crée un nouveau climat de compétition où la technologie, la spécialisation et la mobilité des capitaux jouent un rôle majeur.

L'Union soviétique et l'Europe de l'Est ont été le théâtre d'événements frappants. Depuis quelques années, les relations Est-Ouest s'améliorent. Il suffit de dire que nous semblons être enfin au seuil d'une ère nouvelle dans laquelle les antagonismes idéologiques et la profonde insécurité des quatre dernières décennies cèdent progressivement place à la coopération et à la confiance. Nous nous en apercevons chaque jour : à l'intensification du dialogue entre les dirigeants des deux camps, à l'espoir qui se fait jour de régler les conflits régionaux et au bienvenu renouveau des Nations Unies. Nous nous en apercevons aussi, dans nos relations bilatérales avec l'URSS et les pays d'Europe de l'Est, au règlement de presque toutes les affaires mettant en jeu les droits de la personne et à l'intérêt nouveau que les gens d'affaires canadiens prennent au commerce avec l'Est.

Ces progrès sur le plan de la sécurité mondiale arrivent à temps car, aujourd'hui, nous faisons face à des problèmes comme la pauvreté endémique, des dettes effarantes qui menacent la stabilité sociale et politique, la détérioration de l'environnement, des pandémies, des pressions démographiques et l'afflux de réfugiés ainsi que le trafic de stupéfiants partout dans le monde à une échelle jamais vue. Certains de ces problèmes existent depuis longtemps, d'autres sont plus récents. Aujourd'hui, ils sont tous d'envergure internationale, et seule une intervention juste et résolue permettra de les surmonter. Ces questions occuperont une place de plus en plus importante dans les rapports diplomatiques de la dernière décennie et mettront à l'épreuve toute notre imagination et toutes nos ressources.

Depuis un an - en particulier depuis sa réélection - le gouvernement mène une réflexion sérieuse sur ces questions. Nous savons qu'il faut agir et nous savons ce qu'il faut faire.

Nous devons mettre en place une solide stratégie de longue durée qui permettra au Canada, en se fondant sur l'Accord de libre-échange, de concurrencer efficacement ses rivaux dans l'économie mondiale des années 1990. Il nous faudra donc consolider nos liens économiques avec les États-Unis. Nous devons également nous tourner avec énergie et détermination vers le Japon et l'Europe de l'Ouest ainsi que vers les pays nouvellement industrialisés, surtout ceux de l'Asie. Notre objectif est d'établir avec ces pays des liens économiques solides et durables que renforceront encore les échanges culturelles et le dialogue à tous les niveaux. Comme je l'ai fait remarquer la semaine dernière devant le Conseil du commerce de la Colombie-Britannique, nous avons déjà posé un bon nombre des jalons d'une telle stratégie.

Dans le domaine de la sécurité, le Canada exploitera les nouvelles possibilités que crée l'assainissement des relations Est-Ouest. Le Canada est le voisin des deux superpuissances, et la réduction des tensions entre eux est d'une importance primordiale pour sa sécurité. Nous voulons collaborer avec l'Union soviétique à résoudre les questions concernant l'Arctique et l'environnement et à renforcer la paix partout dans le monde. Les gens d'affaires canadiens s'intéressent de plus en plus aux possibilités commerciales qu'offrent l'URSS et l'Europe de l'Est. Un Canadien sur dix peut retracer ses origines à la Russie ou à l'Europe de l'Est. Les contacts humains et les droits de la personne ne cesseront d'occuper

une place de première importance dans nos rapports avec ces pays. Plus tard cette année, le Premier ministre visitera l'Union soviétique. On ne peut trouver un meilleur moyen de donner une impulsion à nos relations avec les pays de l'Est.

Le monde en développement peut compter sur l'amitié du Canada car, pour nous, elle est inébranlable. Nous maintiendrons un programme d'aide au développement qui sera bien financé, qui sera d'une qualité sans pareille et qui sera orienté surtout vers les plus démunis. À titre de membre du Conseil de sécurité et de participant aux missions de maintien de la paix, nous mettrons notre influence et nos ressources à contribution pour trouver une solution aux conflits régionaux qui sont la source de tant de souffrance en Asie et en Afrique. Nous ne perdrons pas de vue les liens qui existent entre la dette et la démocratie en Amérique latine et nous ne cesserons d'appuyer la lutte pour les droits humains, la démocratie et la justice partout dans le monde. En particulier, nous continuerons d'encourager la communauté internationale à exercer des pressions sur l'Afrique du Sud tant qu'il n'y aura pas de signes évidents d'une fin à la répression et à la discrimination dans ce pays. Nous continuerons également d'aider les victimes de l'apartheid en Afrique du Sud.

Dans toutes ces mesures, nous nous laisserons guider par le pragmatisme et le réalisme. Certes, les gestes unilatéraux et les initiatives publiques d'éclat sont parfois nécessaires, mais, bien souvent, ils sont moins utiles que le travail solide accompli au jour le jour par notre équipe très compétente auprès du Conseil de sécurité ou par nos représentants à l'étranger qui se surpassent pour aider les persécutés et les démunis dans des régions comme l'Afrique australe, l'Amérique centrale et la Cisjordanie. Le travail qui consiste à montrer à d'autres comment organiser des élections libres ou comment assurer la liberté de la presse et des syndicats ne fait pas les manchettes mais, plus que l'établissement de liens sans souplesse ou les expressions publiques de désapprobation, il contribue à l'implantation de ce que le président Arias appelle la culture de la démocratie.

Enfin, nous élaborerons des stratégies qui permettront de faire face aux transformations que connaîtra notre planète au cours des décennies à venir. Nous avons déjà été l'hôte de plusieurs réunions clés sur l'environnement, notamment la Conférence sur l'atmosphère en évolution tenue à Toronto en juin dernier. Par ailleurs, nous exhorterons les autres à ratifier le protocole de Montréal sur la couche d'ozone.

Nous nous sommes fixés comme objectif national l'élimination complète des CFC contrôlés au cours des dix prochaines années. Nous nous emploierons à faire de la déclaration du Sommet de La Haye sur le réchauffement de la planète un moyen de donner un nouvel élan à la définition d'un cadre d'instruments juridiques assurant la protection de l'atmosphère. Dans nos rapports bilatéraux avec les États-Unis, la priorité est accordée à un traité sur les pluies acides. De plus, l'environnement est un domaine où nous pouvons établir une coopération fructueuse avec l'Union soviétique.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, il est inévitable qu'une politique étrangère reflète un certain égocentrisme. Au Canada, elle contient en outre depuis toujours une bonne part d'altruisme. Les peuples nourrissent de grandes attentes à l'égard du Canada, et les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement y réponde. Nous traversons une période de raréfaction extrême des ressources et nous ne serons pas toujours en mesure d'agir avec autant de générosité que nous l'aimerions, ou que les autres le voudraient. Néanmoins, nous prendrons les mesures qu'il faut prendre, celles qui renforceront notre propre société et qui influenceront le monde dans lequel nous habitons. Agir autrement irait à l'encontre de nos traditions les plus fondamentales. J'espère que vous et tous les Canadiens travailleront avec nous.

Merci.